|  |  |
| --- | --- |
|  *Description : UNLOGO*  | **PBF** |

**FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)**

**RAPPORT D’ACTIVITE DESCRIPTIF SUR LE PROGRAMME ANNUEL[[1]](#footnote-1)**

**PERIODE COUVERTE PAR LE RAPPORT: 1er JANVIER - 31 DecembRE 2013**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Intitulé du programme & Numéro du projet |  | Pays, Localité(s), Secteur(s) prioritaire(s) / Résultats stratégiques[[2]](#footnote-2) |
| * Intitulé du programme: **Réintégration des jeunes associés aux forces armées et jeunes vulnérables. Phase II**
* Numéro du programme (*le cas échéant):* PBF/GIN/D-3&PBC
* Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d’affectation spéciale pluripartenaires):[[3]](#footnote-3) *00****87116***
 | *(le cas échéant)**Pays/Région.* ***République de Guinée / Conakry*** |
| *Domaine prioritaire/ résultats stratégiques* **Domaine 3 du Plan Prioritaire pour la consolidation de la paix (PPCP). Emploi Jeunes et Femmes en Guinée** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Organisation(s) participante(s) |  | Partenaires d’exécution |
| Organisations ayant perçu directement des fonds de la part du MPTF, dans le cadre de ce programme * *UNICEF*
 | * Ministère de la Jeunesse et de l’Emploi des Jeunes
* Ministère de l’Emploi, de l’Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
* Danish Refugee Council (DRC)
* Monde des Enfants
* Enfants du Globe
 |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Coût du programme/du projet (en dollars) |  | Durée du programme |
| Contribution MPTF/JP (JP= Programme conjoint): * *Par institution (le cas échéant)*
 |  |  | Durée totale (*en mois) : 1er janvier au 31 octobre 2013* |  |
| Contribution des institutions* *Par institution (le cas échéant)*
 |  |  | Date de démarrage[[4]](#footnote-4) *(jour/mois/année)* | Octobre 2013 |
| Contribution du gouvernement*(le cas échéant)* |  |  | Date de fin prévue à l’origine*[[5]](#footnote-5)* *(jour/mois/année)* | 31 octobre 2013 |
| Autres contributions (donateurs)*(le cas échéant)* |  |  | Date de fin réelle[[6]](#footnote-6) *(jour/mois/année)* | 31 juillet 2014 |
| TOTAL: 893,562 USD |  |  |  |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Évaluation du programme /examen/évaluation à mi-parcours |  | Rapport soumis par |
| Évaluation/Examen - le cas échéant, *veuillez joindre* le document en question. Oui Non Date: *jour/mois/année*Rapport d’évaluation à mi-parcours *– veuillez joindre le document, le cas échéant.* Oui Non Date: *jour/mois/année* | * Nom: Mme Guirlene Fréderic
* Titre: Chef section Protection
* Organisation participante (principale):UNICEF
* Adresse e-mail: gfrederic@unicef.org
 |

#

Contents

[LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES 4](#_Toc381108743)

[RESUME ANALYTIQUE 5](#_Toc381108744)

[BUT 5](#_Toc381108745)

[PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PROGRAMME ET LES RESULTATS ATTENDUS 6](#_Toc381108746)

[RESULTATS 7](#_Toc381108747)

[LECONS APPRISES 12](#_Toc381108748)

[DEFIS 12](#_Toc381108749)

[PESPECTIVES 13](#_Toc381108752)

[EVALUATION DE LA PERFOMANCE A PARTIR D’INDICATEURS : 14](file:///C%3A%5CUsers%5Cjdubois%5CDesktop%5CUnicef%5CPBF%20ex%20Kal%C3%A9ah%5CRapport%20Annuel%202013%20Projet%20Ex-Kalea.docx#_Toc381108753)

[HISTOIRE D’UNE REUSSITE PRECISE 19](#_Toc381108754)

[DISPOSITIONS DE SUIVI 20](#_Toc381108755)

[REVISIONS PROGRAMMATIQUES (le cas échéant) 20](#_Toc381108756)

[RESSOURCES (facultatif) 21](#_Toc381108757)

# LISTE DES SIGLES

ARCPN (At Risk Children Protection Network)

CEPERTAM (Centre de Perfectionnement Technique en Auto Mécanique)

CFP (Centre de Formation Professionnelle)

CFPPP (Centre de Formation Professionnelle Post Primaire)

DPJ (Direction Préfectorale de la Jeunesse)

DRC (Conseil Danois pour les Réfugiés)

ENAE (Ecole Nationale d’Agriculture et d’Elevage

ESSC (Ecole des Soins de Santé Communautaire)

ITS (Industrial Technical Service)

MEET/FP (Ministère de l’Emploi, Enseignement Technique et Formation Professionnelle)

MJEJ (Ministère de la Jeunesse et Emploi Jeune)

MDE (Monde des Enfants)

ONG (Organisation Non Gouvernementale)

PAM (Programme Alimentaire Mondial)

PBF (Peace Building Fund)

UNICEF (Fond des Nations Unies pour l’Enfance)

# RESUME ANALYTIQUE

Durant l’année 2013, les principales réalisations du «Projet de réintégration des jeunes associés aux forces armées et de jeunes vulnérables » ont été l’accompagnement éducatif et/ou psychosocial et socio-économique d’environ 1809 jeunes.

De cet effectif, il convient de compter 179 jeunes ayant décroché leur diplôme en 2012 qui ont pu bénéficier après leur diplôme de l’accompagnement psychosocial et socio-économique et 1650 jeunes, qui ont démarré une nouvelle année académique en novembre 2012. Il faut signaler, à l’heure actuelle, 17 cas d’abandon scolaire et 4 jeunes qui sont malheureusement décédés, dans des circonstances normales. En juin 2013, un nouveau groupe de 612 ont pu aussi obtenir leur diplôme faisant passer l’effectif total de diplômés à 791. De plus, grâce à une 2ème phase de financement du projet ayant démarré au 2ème semestre 2013, 1018 jeunes sont encadrés pour la poursuite de leur formation professionnelle en bénéficiant du paquet de services d’accompagnement.

En termes de performance scolaire, les partenaires ONGs de mise en œuvre ont rapporté en juin 2013 un taux de réussite scolaire de 89%. Il convient de signaler toutefois 204 cas de redoublement entre la 1ère et la 2ème phase, soit un taux de 11,27%. Selon le rapport de DRC, il est attendu que d’ici la fin du projet en décembre 2014, 793 autres jeunes obtiennent à leur tour leur diplôme, soit 87.56% de l’effectif total des jeunes ayant participé au projet.

En termes d’insertion à l’emploi, une enquête de terrain de 2013 a rapporté 59% de l’effectif total des jeunes en emploi dont 41% dans leur domaine de formation et 18% employés dans une filière différente de celles de leur formation. En outre, en 2013, 742 avaient pu bénéficier d’un stage en entreprises. En termes d’adoption de comportement en faveur de la non-violence et la paix, il a été rapporté 16 cas de jeunes ayant eu en 2013 un comportement répréhensible, soit moins d’1% de la cible totale et 2,24% des jeunes en formation pour la période. Ainsi, durant l’année 2013, la grande majorité des jeunes ont effectué un parcours scolaire sans histoire, à l’instar des autres jeunes en formation dans les centres.

Ces résultats ont été obtenus grâce à l’efficacité du dispositif d’appuis apportés de façon intégrée à travers : a) la prise en charge des frais scolaires, la mise à disposition des fournitures et tenues scolaires, b) les équipements, matériels et matière d’œuvre livrés aux centres de formation, c) l’appui alimentaire (jusqu’en juin 2013) puis en cash transfert (à partir de novembre 2013) fourni aux jeunes pour leur maintien dans les zones de formation et d) le plus important de tout, l’accompagnement psychosocial individuel guidé par les animateurs sociaux.

Durant la première phase du projet de 2011 à juin 2013, sa mise en œuvre a été effectuée par l’ONG international Danish Refugee Council (DRC), en partenariat avec deux ONGs nationales, ARCPN et Monde Des Enfants (MDE). A partir de l’année scolaire 2013-2014, l’exécution de la 2ème phase a été confiée à l’ONG MDE, en partenariat avec l’ONG international Enfants du Globe.

Sur le plan financier, le projet a bénéficié dans sa 2ème phase de financement d’un montant de **893,562 USD** qui ont permis de rembourser, à DRC, les frais d’accompagnement des jeunes de janvier à juin 2013 et la poursuite du processus d’appui en faveur de 1018 jeunes de novembre 2013 à décembre 2014. De ce montant total **$ 736,628**  sont dépensés et une balance **$98,495** encore disponibles pour l’accompagnement des jeunes jusqu’à la fin du projet, à travers le contrat en cours avec MDE.

# BUT

Le «Projet de réintégration des jeunes associés aux forces armées et de jeunes vulnérables» vise principalement à contribuer au renforcement de la paix et de la stabilité en Guinée à travers la rééducation et la réinsertion de 1.829 jeunes en vue de réduire les risques que ceux-ci pourraient représenter pour le maintien de la paix et de la stabilité en Guinée.

# PRINCIPAUX OBJECTIFS DU PROGRAMME ET LES RESULTATS ATTENDUS

1. *L'objectif général du projet* est de faciliter la réinsertion socio-économique de 1.829 jeunes associés aux forces armées et les jeunes vulnérables, réduisant le risque qu'ils s'engagent dans la violence et la criminalité, contribuant ainsi à la stabilité en Guinée.
2. *Les objectifs spécifiques* sont de s’assurer que :
* 1.829 jeunes acquirent des compétences et des qualifications qui leur permettront de concourir pour des opportunités d’emplois durables et de la génération de revenus dans le marché du travail ;
* 1.829 jeunes ont une bonne compréhension des possibilités d'emploi durable et de la génération de revenus dans le marché du travail et de la façon de les exploiter
* 1.829 jeunes sont réhabilités dans la communauté

Produits attendus

**Produit 1:** 1.829 jeunes ont terminé leurs cours de formation dans les CFP et CFPP, dont 70% qui passent les examens finaux

**Produit 2:**1.829 jeunes bénéficient d'un soutien pour les orienter aux opportunités d’emplois durables et de la génération de revenus sur le marché du travail

**Produit 3:** 1,829 jeunes reçoivent un soutien psychosocial et affectif, et les jeunes qui continuent d'avoir de graves problèmes comportementaux et sociaux (moins de 10% du total) reçoivent un soutien approprié

# RESULTATS

**Produit 1: 1.829 jeunes ont terminés leurs cours de formation dans les CFP et CFPP, dont 70% qui passent les examens finaux.**

**Axe d’activités 1**:

* 1. Fournir du matériel scolaire (livres, stylos) à 1.438 jeunes qui entrent dans une deuxième année de formation ;
	2. Fournir des matières d’œuvre aux 12 centres de formation pour soutenir le 1.438 jeunes qui entrent dans une deuxième année de formation, à la valeur de 35 $ US par jeune, pour permettre aux centres de donner un enseignement pratique pour les jeunes pris en charge par le projet et d'autres jeunes dans les centres ;
	3. Fournir une aide de subsistance à 1.438 jeunes et leurs familles, sous la forme de cash transfert, utilisant des coupons ;
	4. Offrir aux 166 jeunes qui ont besoin d'une troisième année de la formation un paquet de soutien minimum (paiement des frais de scolarité, le paiement de US $35 par jeune vers les centres de formation afin de couvrir le coût du matériel de formation) ; et
	5. Sensibiliser les jeunes sur l'importance de l'étude et de la nécessité d'être indépendant à la fin de la formation, y compris le financement des couts d’une année supplémentaire en cas d’échec à l’examen

Durant le 1er semestre de l’année 2013, 1650 jeunes ont bénéficié d’un soutien scolaire dès le début de l’année académique 2012-2013, notamment paiement des frais scolaires, des uniformes. Tout le long de l’année, ils ont aussi bénéficié d’un accompagnement psychosocial et d’une aide alimentaire. Concernant l’aide alimentaire, la stratégie pour les années précédentes avait été de distribuer directement aux jeunes leur ration *via* le PAM. Cette politique d’aide avait été revue au début de l’année 2013 dans la perspective de mise en place d’une stratégie de sortie de l’accompagnement alimentaire soigneusement définie. Dans ce sens il a été convenu de réduire de façon progressive les quantités de riz à distribuer mensuellement aux jeunes. La question des vivres étant très sensible a été le sujet d’une réflexion approfondie afin d’éviter une rupture *abrupto* de cette assistance alimentaire qui aurait pu avoir des conséquences en matière de sécurité, en particulier pour les équipes de terrain. A cet effet, la préparation des acteurs étatiques et autorités locales ainsi que la sensibilisation à la médiation/résolution de conflits avaient été des stratégies-clé qui ont permis de mitiger les risques de tension. Le dispositif adopté avait été celui de la fourniture de l’aide par des commerçants de la place contractés par le projet. Pour une meilleure et transparente distribution des vivres, des fiches comportant les photos de chaque jeune ont été élaborées et déposées chez le fournisseur en lien avec les ONG partenaires. Cette aide alimentaire a permis aux jeunes de faire face à leurs besoins de base incluant les frais de transport et de prise en charge quotidienne, au sein des familles d’accueil jusqu’à la fin de l’année académique en juin 2013.

**Réduction progressive de la ration alimentaire**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Mois** | Janvier 2013 | Février 2013 | Mars 2013 | Avril 2013 | Mai 2013 |
| **Ration alimentaire par jeune** | 50 kg | 40 kg | 35 kg | 30 kg | 25 kg |

Pour l’année scolaire 2013-2014, 714 jeunes ont fait leur rentrée scolaire dans 10 centres de formation. 304 jeunes sont en attente de la rentrée scolaire, à l’ENAE de Macenta, en mars 2014. Le calendrier scolaire des écoles d’agriculture, tel que Macenta, a été décalé sur décision gouvernementale afin de faire coïncider les périodes d’apprentissage aux saisons pluvieuses nécessaires aux travaux agricoles. Ainsi, un total de 1018 jeunes sont dans le circuit de formation durant l’année académique en cours incluant 204 redoublants (11%) et 814 jeunes en 3ème année de formation. Durant cette période, comme les années précédentes, les frais scolaires des 714 jeunes ont été payés directement aux centres et 714 kits scolaires leur ont été fournis. Chaque kit comprenait 5 cahiers de 200 pages, 5 cahiers de 100 pages, 2 crayons, une boite de mathématique. Il est prévu en outre que les 304 jeunes de l’ENAE de Macenta reçoivent leurs kits au démarrage de l’année scolaire.

De plus, un appui en matière d’œuvre a été fourni à 9 centres de formation et est en cours de préparation pour l’Ecole de Santé et l’ENAE de Macenta. Pour offrir cet appui, un travail d’expression globale des besoins par centre et par filière a été fait. Les besoins en matière d’œuvre des onze centres y inclus Macenta ont pu ainsi être évalués, analysés et les listes correspondantes rendues disponibles. Sur la base de ce travail une révision des besoins a été faite selon leur pertinence du besoin et les disponibilités budgétaires de la période. Ce travail a été facilité par l’équipe du MEETFP et celle de la Jeunesse et Emploi jeunes et les Directions des centres de formation.





Equipement et matières d’œuvre fournies par le projet au CFP de Kankan

En ce qui a trait à l’assistance pour la prise en charge des besoins de base des jeunes, pour l’année académique 2013-2014, en remplacement de l’aide alimentaire, chaque jeune bénéficie d’une prime mensuelle de 70,000 GNF, sous forme de cash transfert. Cet appui est conditionné par la bonne fréquentation des jeunes aux cours et aux travaux pratiques. Cet appui continuera jusqu’à la fin de la période des cours et sera étendu aux 304 élèves de l’ENAE de Macenta, en mars 2014.

En termes de soutien individuel, tous les jeunes avaient été accompagnés et 340 visites à domicile ont été effectuées par les travailleurs sociaux pour ceux qui étaient le plus en besoin. 12 rencontres / discussion de groupes ont aussi organisées par les deux partenaires ONGs nationales sur le terrain notamment sur l’importance de l’assiduité scolaire. En outre, 300 visites ont été effectuées pour les cas complexes et des solutions appropriées pour 183 de ces cas.

Grâce à ce dispositif de soutien et d’accompagnement, à la fin de l’année scolaire de juin 2013, le taux de réussite aux examens de fin d’année était de 1 357 admis pour 1 528 jeunes ayant composé, soit 89%. Par contre il était à déplorer, à cette période, l’abandon de 24 jeunes (19 au CFP de Nzérékoré et 4 au CFP de Kankan). En outre, 18 jeunes n’avaient pas effectué leur composition lors des examens pour des raisons inconnues.

Ce sont 791 jeunes qui ont été diplômés en 2012 et 2013 et qui sont arrivés sur le marché du travail guinéen, ce qui représente déjà 43.72% des jeunes qui ont terminé et réussi leurs examens finaux. A noter que 30% des diplômés en 2012 exercent leur métier dans une entreprise ou en auto-entreprenariat.

Ces résultats satisfaisants concernant le nombre de diplômés et le nombre d’élèves assidus en 3ème année de formation ont pu être obtenus grâce à toutes les activités menées par le projet pour l’accompagnement de la scolarité des jeunes.

**Produit 2 : 1.829 jeunes bénéficient d'un soutien pour les orienter aux opportunités d’emplois durables et de la génération de revenus sur le marché du travail.**

**Axe d’activités 2**:

* 1. Soutenir les maisons des jeunes et les centres de formation pour informer des 1.829 jeunes sur les opportunités sur le marché de l'emploi et de la génération de revenus
	2. Soutenir les centres de formation à donner aux 1.829 jeunes une formation de base sur les compétences entrepreneuriales
	3. Faire la liaison avec les entreprises internationales (mines, agriculture) afin d'identifier les possibilités d'emploi;
	4. Identifier des opportunités pour les jeunes qui souhaitent démarrer de petites entreprises d’être intégrés dans les programmes de microcrédit et de la génération de revenus soutenus par le PBF et d'autres donateurs.

Les jeunes ont été accompagnés dans leur orientation professionnelle et des efforts de plaidoyers auprès de ces derniers ont permis une meilleure adéquation entre les attentes exprimées et la réalité du marché du travail en Guinée. En effet, si l’auto-entreprenariat était faiblement cité (20% des réponses à l’enquête menée par l’ONG ARCPN en 2013) en début d’année scolaire concernant les possibilités futures d’insertion professionnelle, il a été plus largement plébiscité (41%) en juin 2013 lors des examens. Que ce soit de l’auto-entreprenariat individuel ou en groupe à travers des coopératives ou des groupements, les activités souhaitées sont très diverses, comme monter sa ferme ou faire sa plantation, ouvrir son magasin ou son atelier, faire des prestations de services techniques. Ces formes d’auto-entreprenariat sont celles qui ouvrent les plus grandes chances d’insertion professionnelle. De plus, les enquêtes ont révélé que 44% des jeunes souhaitaient effectuer leur réinsertion économique dans leur communauté d’origine, 18% souhaitaient l’effectuer dans leur communauté d’accueil, et 39% souhaitent s’installer ailleurs. Ceci indique la réussite de réinsertion sociale, aussi bien dans leur communauté d’origine que dans les communautés d’accueil du projet. Ceci est confirmé par 90% des jeunes qui souhaitent se mettre en groupement avec des amis de classe.

Pour permettre aux jeunes d’appliquer dans un milieu de travail les connaissances acquises dans les centres de formation, des stages pratiques selon leurs filières de formation ont été organisés pendant les mois de février et mars 2013. 742 jeunes des CFP de Nzerekore, ESSC de Nzerekore, CFPPP de Macemta, CFPPP de Kérouané, CFP de Kankan, CFP de Matoto et Coyah ont pu ainsi profiter de ces stages. Plusieurs jeunes se sont déplacés dans d’autres préfectures à la recherche de postes de stage dans des services déconcentrés de l’Etat, dans les entreprises publiques (EDG, SEG) et privées et dans le secteur informel. Un suivi de ces stages a été mis en place pour superviser le processus en vérifiant la présence effective des jeunes dans leur lieu de stage, et pour vérifier que les jeunes étaient inscrits dans des stages en lien avec leurs filières.

CFP de N’Zérékoré

De même, pour subvenir à leurs besoins, il est important de noter que 59% des jeunes bénéficiaires enquêtés du projet ont des activités extra-professionnelles, en lien (41%) ou non avec leur formation. Les connaissances acquises en centre de formation et les expériences pratiques à travers les stages ont permis aux jeunes de commencer leur insertion professionnelle alors même qu’ils ne sont pas encore diplômés, ce qui leur permet d’envisager positivement l’avenir post-formation. En effet, la mobilisation de leur connaissances et expériences acquises en cours de formation afin de subvenir à leurs besoins quotidiens est un encouragement à poursuivre la formation jusqu’à l’obtention du diplôme et à ensuite envisager une insertion économique rapide.

Toujours dans l’optique de renforcer les liens entre les jeunes, les centre de formation et les acteurs économiques susceptibles de les employer à la sortie de la formation, une présentation du projet a été faite auprès de ces derniers afin de susciter l’intérêt de ces acteurs et améliorer l’insertion socio-professionnelle des jeunes.

**Produit 3: 1,829 jeunes reçoivent un soutien psychosocial et affectif, et les jeunes qui continuent d'avoir de graves problèmes comportementaux et sociaux (moins de 10% du total) reçoivent un soutien approprié.**

**Axe d’activités 3**:

* 1. Surveiller le comportement et le bien-être de 1.829 jeunes
	2. Identifier et traiter les cas de jeunes qui continuent d'avoir de graves problèmes de comportement (moins de 10% du total)
	3. Réunifier les jeunes qui continuent à être séparés de leurs familles (moins de 10% du total)
	4. Soutenir 1.829 jeunes à s'engager dans les activités socio-récréatives, y compris: soutenir les maisons de jeunes à organiser des activités pour les jeunes pris en charge par le projet et d'autres jeunes dans les communautés
	5. Produire un film, donnant aux jeunes et d'autres acteurs locaux l'occasion de raconter leurs histoires du processus de réintégration soutenu par le PBF.

A partir de janvier 2013, suite à l’incertitude sur la poursuite du financement du projet et à la baisse des effectifs de travailleurs sociaux, une attention plus particulière à la prévention des tensions a été observée. Les activités se sont concentrées sur les médiations familiales, le maintien des liens communautaires, les entretiens individuels ou les groupes de paroles, etc.

Des fiches d’intervention sociales et psychosociales comportant plusieurs paramètres (sensibilisation, gestion de conflits, médiation familiale, activités sportives, culturelles etc.) pour recueillir un maximum d’informations en lien avec les jeunes ont été mises en place par le projet et remplies avec l’aide des travailleurs sociaux. Ainsi, en lien avec les 2 ONG locales, ces fiches ont été utilisées progressivement sur le terrain. Les conseillers d’éducation des centres de formation - étant en contact régulier avec les jeunes – ont constitué les personnes de référence au sein des centres de formation avec qui les assistants de projet et les travailleurs sociaux des ONG locales partenaires échangeaient régulièrement.

L’établissement de ce cadre de communication entre le projet, en particulier entre les travailleurs sociaux et les centres à travers les conseillers à l’éducation a permis de repérer et de suivre tous les cas qui demandaient un suivi de proximité (exemple : jeune irrégulier au centre de formation, mauvaise attitude envers les professeurs, consommation abusive d’alcool entre autres). Seize cas ont été identifiés et suivis dont deux à Kérouané, six à Macenta, six à Guéckédou et deux à Nzérékoré. Avec le suivi et les sensibilisations ces jeunes ont tous graduellement abandonné ces comportements.

Le suivi des jeunes dans les familles ainsi que ceux qui habitaient en colocation a été effectué par les travailleurs sociaux avec un accompagnement des assistants du projet, surtout dans la résolution de certains conflits entre jeunes bénéficiaires et d’autres jeunes ou avec leur famille d’accueil, ainsi que suivi de cas individuel. Par exemple, le cas d’une jeune fille inscrite au CFPPP de Kérouané qui faisait des promenades nocturnes, et d’un autre jeune et son tuteur qui n’avait pas un accord sur la gestion des vivres.

Afin de renforcer les liens entre les jeunes bénéficiaires et les autres jeunes des communautés, des séances de sensibilisation, groupes de parole et des causeries éducatives ont été réalisés par les ONG conformément à leurs plans d’action sur les thématiques de VIH/Sida, la citoyenneté, droits et devoirs du citoyen, prévention et gestion pacifique des conflits etc.

Dans les communautés d’origines, les travailleurs sociaux se sont attelés au maintien des contacts entre les différentes familles d’origines et les jeunes pendant la formation par i) la transmission des messages en provenance soit des jeunes ou soit des familles, ii) l’aide du téléphone, iii) lettre et message par personne interposée dans les zones non-couverte par un réseau téléphonique.

Pour la rentrée 2013-2014, ce sont trente travailleurs sociaux et six superviseurs qui ont accompagné les 714 jeunes qui ont déjà effectué leur rentrée dans les centres de formations. Le travail de terrain a permis de répondre aux interrogations et d’atténuer les tensions chez les jeunes provoquées par le changement de partenaires de mise en œuvre du projet à Nzérékoré et à Conakry. 3 cas de consommations de substances addictives ont été répertoriés et traités.

Par ailleurs, l’UNICEF a fait une donation à la maison des jeunes de Kankan et Kérouané, ainsi qu’au CFP de Kankan et au CFPP de Kérouané durant le premier trimestre 2013. Le matériel donné concernait les équipements de base pour l’organisation d’évènements culturels et sportifs (chaine musicale, groupe électrogène, chaises, équipements pour le football, handball, volleyball et basketball). Ces équipements doivent soutenir les 1.829 jeunes à s'engager dans les activités socio-récréatives ainsi que d'autres jeunes dans les communautés. De fait, cinq matchs de football ont été organisés durant ce premier semestre 2013, à Nzérékoré (2), à Macenta (2) et à Kérouané (1) par le partenaire ARC PN ont regroupés un total de 1 515 jeunes (bénéficiaires et communautés d’accueil).

Elèves du CFP de Kankan

Pour le deuxième semestre 2013, 22 activités socio-récréatives ont été menées avec les jeunes en formation. Par contre, la production d’un film donnant aux jeunes et d'autres acteurs locaux l'occasion de raconter leurs histoires du processus de réintégration soutenu par le PBF n’a pu être réalisée, faute de moyens suffisants.

Toutes les activités menées pour que les jeunes reçoivent un soutien psychosocial et affectif ont permis de diminuer les troubles du comportement des jeunes. Déjà, à partir de la rentrée scolaire 2012 – 2013, une nette baisse des troubles du comportement et d’agressivité envers un tiers a été notée. Pour la rentrée 2013-2014, ce ne sont que quelques cas de troubles du comportement chez certains jeunes qui ont été recensés (trois cas qui sont liés à la consommation de substances addictives) et douze cas « moins lourds ». Les faits de violence n’ont concerné que 8 jeunes durant ce dernier semestre 2013.

Cette baisse des cas de troubles du comportement est imputable au fait que la plupart des jeunes bénéficiaires ont compris l’importance de la formation comme moyen d’une réinsertion socio-économique, et non comme un moyen d’obtenir des distributions de vivres ou autres bénéfices au travers du projet. Les stages pratiques, les activités extrascolaires en lien avec leur formation qui leur ont permis d’obtenir un revenu financier, ainsi que tout le travail de sensibilisation (entretien individuel, groupe de parole, médiation familiale, etc.) ont contribué à l’obtention de ce résultat.

# LECONS APPRISES

A travers ce projet, les jeunes ont acquis de meilleures connaissances sur le rôle qu’ils peuvent jouer dans la société et dans la prise en charge active de leur vie. Ils ont identifié les personnes ressources dans les centres de formation, dans les ONG et les services étatiques vers lesquels ils peuvent se tourner s’ils ont des problèmes et des difficultés. Ils ont ainsi une meilleure connaissance des acteurs susceptibles de répondre à leurs besoins spécifiques et se sentent mieux écoutés, ce qui contribue à une meilleure insertion dans la société.

De même, les jeunes ont su mobiliser leurs connaissances et expériences acquises en cours de formation afin de subvenir à leurs besoins quotidiens : 41% des jeunes en cours de formation travaillent dans un domaine en lien avec leur formation. Ceci démontre la bonne compréhension du projet par les jeunes et leur grande volonté de saisir cette opportunité qui leur est donné. Ce résultat, issu de la détermination des jeunes, n’était pas prévu au départ du projet et a satisfait l’ensemble des acteurs du projet.

# DEFIS

Le principal défi du projet pour l’année 2013 a été de faire face au manque de moyens dont souffrent les centres de formations. Même si les centres ont été et continuent d’être appuyés notamment en ce qui concerne la matière d’œuvre, cet appui ne peut suffire à combler les lacunes matérielles de centres de formation professionnelle faiblement appuyés par l’Etat alors même que la formation qui y est enseignée est très couteuse. A cela s’ajoute l’effectif croissant des apprenants et le manque de salles d’enseignement. En outre, durant le 1er semestre de 2013, la suspension du financement du projet par PBF et la diminution progressive de l’assistance alimentaire aux jeunes a engendré certaines tensions qu’il a fallu gérer avec beaucoup d’attention.

# C:\Users\jdubois\Desktop\Unicef\PBF ex Kaléah\photos\NZ 078.JPG

Une classe surchargée du CFP de Nzérékoré

# PESPECTIVES

Concernant les prochaines étapes du projet, le suivi des 1018 jeunes dans les centres et communautés va se poursuivre, les jeunes vont voire leurs capacités en compétences de vie commune (CVC) renforcées et vont être formés en entreprenariat. Les 304 jeunes de l’ENAE de Macenta vont faire leur rentrée scolaire pour la 3ème et dernière année (rentrée prévue en mars 2014). Un accent particulier va être mis sur l’instauration d’un cadre d’échanges entre les acteurs socio-économiques et les jeunes afin de faciliter leur insertion professionnelle à la sortie de la formation.

#  EVALUATION DE LA PERFOMANCE A PARTIR D’INDICATEURS :

#  EVALUATION DE LA PERFOMANCE A PARTIR D’INDICATEURS :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objectifs** | **Indicateurs mesurables** | **Objectifs atteints en liaison avec les indicateurs** | **Raisons des écarts éventuels par rapport aux objectifs fixés à l’origine** | **Moyens de vérification** |
| **OBJECTIF GENERAL:** Faciliter la réinsertion socio-économique de 1.829 jeunes associés aux forces armées et les jeunes vulnérables, réduisant le risque qu'ils s'engagent dans la violence et la criminalité, contribuant ainsi à la stabilité en Guinée | * % de jeunes qui déclarent une augmentation de leur bien-être et leur confiance dans leur capacité à être économiquement indépendants
* # de jeunes qui s’engagent dans des actes de violence et de criminalité
* # de jeunes qui trouvent un emploi ou créent une entreprise génératrice de revenus et d’emploi
 | * Doit être évalué à la fin du projet (fin de 2014)
* 16 cas sur les 1809 jeunes soit moins de 1% en 2013
* 30% des diplômés de 2012 pratiquent leurs métiers en privé ou en équipe et 59% de l’effectif total des jeunes sont en emploi dont 41% en lien avec leur filière.
 |  | * Une évaluation de bien-être et la confiance, menée par les jeunes,
* Discussions de groupe (FGD) avec les jeunes
* Les rapports de suivi des autorités locales et des ONG
* Les rapports des partenaires d'exécution
* Une évaluation externe
 |
| **OBJECTIFS IMMEDIATS**: S’assurer que : * 1.829 jeunes acquièrent des compétences et des qualifications qui leur permettront de concourir pour des opportunités d’emplois durables et de la génération de revenus sur le marché du travail ;
* 1.829 jeunes ont une bonne compréhension des possibilités d'emploi durable et de la génération de revenus sur le marché du travail et de la façon de les exploiter
* 1.829 jeunes sont réhabilités dans la communauté
 | * % des jeunes qui passent l'examen final et acquièrent une qualification formelle
* % des jeunes qui produisent un plan d'affaires, énonçant leurs plans de recherche d'emploi / générer des revenus, et ont la propriété de celui-ci
* % de jeunes qui sont membres d'organisations sociales / communautaires
 | * À la fin de l’année scolaire 2012-2013, 43,72% soit 791 jeunes sont diplômés .
* Doit être évalué à la fin du projet

Cependant, sur 429 jeunes enquêtés, 41% des jeunes envisagent l’auto- entreprenariat dont 90% veulent se mettre en groupement avec des amis de classe* Doit être évalué à la fin du projet
 |  | * Tables de résultats des Cfp/CFPPs
* Les rapports de suivi des ONG locales
* Les rapports des partenaires d'exécution
 |
| **PRODUIT 1: 1.829 jeunes ont terminées leur formation dans les CFPs et CFPPs, et 70% d’entre eux passent les examens finaux**  |
|  Fournir du matériel scolaire (livres, stylos) à 1.438 jeunes qui entrent dans une deuxième année de formation  | * # de jeunes qui reçoivent du matériel scolaire
 | * Pour l’année scolaire 2013-2014, 714 kits ont été distribué et 304 doivent être distribués en mars pour 304 élèves de l’ENAE de Macenta
 | * L’incertitude sur le financement du projet n’a pas permis de prendre en charge les kits scolaires pour la deuxième année du projet
 | * Rapports des partenaires d'exécution
 |
| Fournir des matières d’ouvres aux 12 centres de formation pour soutenir le 1.438 jeunes qui entrent dans une deuxième année de formation | * # de centres qui reçoivent du matériel, à une valeur qui correspond au nombre de jeunes placés dans le centre
 | * 11 centres ont été évalués pour connaitre leurs besoins en matière d’œuvre et les besoins couverts pour 9 centres selon les disponibilités budgétaires (environ 35% des besoins)
 |  | * Rapports du système financier de l'UNICEF, VISION
* Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| * 1. Fournir une aide de subsistance à 1.438 jeunes et leurs familles, sous la forme transfert de cash, utilisant des coupons
 | * % de jeunes utilisant des coupons pour satisfaire leurs besoins de subsistance essentiels
 | * 70% soit 714 sur 1018 jeune ont reçu du cash transfert.
 | * Les 304 élèves de l’ENAE de Macenta doivent bénéficier de ces services à leur rentrée en mars 2014
 | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| Offrir aux 166 jeunes qui ont besoin d'une troisième année de la formation un paquet de soutien minimum  | * % des jeunes dans les cours de 3 années qui entrent dans la 3ème année
 | * 814/1018, soit 80% des jeunes encore dans le circuit de formation entrent dans les cours de 3ème année
 | * Le nombre de redoublants et le nombre de jeunes inscrits dans une filière de formation de trois ans a été sous-évalué
 | * Rapports des partenaires d'exécution
 |
| 1.5 Sensibiliser les jeunes sur l'importance de la formation, de l'éducation et de la nécessité d'être indépendant lorsque la formation est terminée | * # de séances de sensibilisation sur l'importance de la formation, de l'éducation et de la nécessité d'être indépendant lorsque la formation est terminée
 | * 232 séances de sensibilisation planifiées et réalisées soit deux séances par mois et par travailleur social
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| **PRODUIT 2: 1.829 jeunes bénéficient d'un soutien pour les orienter aux opportunités d’emplois durables et de la génération de revenus sur le marché du travail** |
| * 1. Soutenir les maisons des jeunes et les centres de formation pour informer les 1.829 jeunes sur les opportunités sur le marché de l'emploi et de la génération de revenus
 | * # de séances de sensibilisation sur les opportunités sur le marché du travail
 | * Doit se faire en 2014
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| * 1. Soutenir les centres de formation à donner aux 1.829 jeunes une formation de base sur les compétences entrepreneuriales
 | * # de séances de formation sur les compétences entrepreneuriales
 | * Doit se faire en 2014
 | * Activité planifiée pour 2014 : le module de formation est finalisé et la formation des formateurs planifiée
 | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| 2.3 Faire la liaison avec les entreprises internationales afin d'identifier les possibilités d'emploi | * # de réunions entre les entreprises internationales et MJEJ, MEETFP et l'UNICEF
 | * Doit se faire en 2014
 |  | * PV des réunions
 |
| 2.4 Identifier des opportunités pour les jeunes qui souhaitent démarrer de petites entreprises d’être intégrés dans les programmes de microcrédit et de la génération de revenus soutenus par le PBF et d'autres donateurs. | * # de jeunes intégrés dans les autres programmes de la génération de revenu/ microcrédit
 | * N’a pas pu être mis en place faute de moyens suffisants pour le projet
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
* Les échanges de correspondance entre le projet et d'autres projets
* Rapport des autres projets
 |
| **PRODUIT 3: 1,829 jeunes reçoivent un soutien psychosocial et affectif, et les jeunes qui continuent d'avoir de graves problèmes comportementaux et sociaux reçoivent un soutien approprié** |
| 3.1 Surveiller le comportement et le bien-être de 1.829 jeunes | * # de jeunes qui reçoivent au moins une visite de suivi par mois
* % des incidents qui sont résolus par des travailleurs sociaux
 | * 643 jeunes reçoivent la visite de 29 travailleurs sociaux chaque mois
* 95% des cas sont résolus par les travailleurs sociaux
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| 3.2 Identifier et traiter les cas de jeunes qui continuent d'avoir de graves problèmes de comportement | * % des cas souffrant de graves problèmes de comportement qui sont fermés
 | * 2,66% soit 19 cas sur 714 ont été identifiés et traités en 2013
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |
| * 1. Réunifier les jeunes qui continuent à être séparés de leurs familles (moins de 10% du total
 | * % des jeunes séparés qui sont réunifiés avec leurs familles
 | * 97,85%, soit 228 jeunes sur 233 ont été réunifiés avec leur famille
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
* L'évaluation externe
 |
| Soutenir 1.829 jeunes à s'engager dans les activités socio-récréatives | * # des activités socio-récréatives organisées
* Rapport de jeunes de projet aux autres jeunes engagés dans les activités socio-récréatives
* # de jeunes et des intervenants engagés dans la production de film
 | * 27 activités socio-éducatives ont été organisées
* Le film n’a pas pu être produit, faute de moyens suffisants
 |  | * Rapports des partenaires d'exécution
* S&E/Rapports de l’UNICEF
 |

# HISTOIRE D’UNE REUSSITE PRECISE

**Histoire de Marcelline Douhanara** :

Marcelline Douhanara est née en 1995 à Lola en Guinée Forestière. Elle a été jusqu’au collège, au niveau 6ème année où elle a rencontré son fiancé. Son fiancé, qui vient du même village a été enrôlé dans l’armée de manière illégale, comme les autres jeunes bénéficiaires du projet et a suivi le camp de formation à Kaléah en Basse Guinée. Pour suivre son fiancé, Marcelline est venue à Conakry sans avoir aucune attache ou lien familial dans la capitale. Son fiancé l’a orientée vers son frère qui était militaire au camp Alpha Yaya Diallo. Marcelline a dès lors vécu dans le camp, jusqu’au départ du président Daddis Camara où elle a été expulsée du camp, tout comme son fiancé du camp de formation de Kaléah.

Le projet PBF a représenté un grand espoir pour elle car il lui a donné l’opportunité de se former pour pouvoir se prendre en charge, sans avoir à dépendre de son fiancé ou de l’appui de militaires. Marcelline est rentrée en formation au centre Chemin de Fer pour suivre la filière Exploitation ferroviaire. Elle est très heureuse de faire cette branche et a déjà fait un stage au Petit Bateau où elle a appris à « passer l’aiguille » c'est-à-dire à procéder à l’aiguillage des trains en changeant les voies ferrées.

Pour son avenir, Marcelline souhaite continuer dans cette voie et devenir comptable en transit ferroviaire. Ce projet professionnel n’aurait pas pu être possible sans l’appui du projet PBF qui l’a accompagné à subvenir ses besoins mais qui l’a aussi outillée pour trouver un stage et ainsi se confronter au marché du travail.

**Histoire d’Alfred Vital Sonomou**

Alfred Vital est né en 1993 à Nzérékoré et a été enrôlé illégalement dans l’armée en 2009 quand il avait 16 ans. Il a été envoyé à Kaléah comme d’autres jeunes de sa localité pour y suivre une formation militaire. Après neuf mois, il a constaté que ce n’était pas possible d’obtenir son numéro de matricule et de devenir militaire. Son souhait était alors d’obtenir un diplôme et de trouver un métier mais il n’avait pas les moyens de subvenir à ses besoins le temps de sa formation. Quand il a appris que le projet PBF allait pouvoir répondre à ses préoccupations, il a été très content et a fait les démarches pour être orienté au Centre de Formation Professionnelle de Matoto à Conakry en filière chaudronnerie.

Le projet a permis de lui faire acquérir des connaissances professionnelles concernant le secteur de la chaudronnerie mais aussi de l’appuyer socialement et de le soutenir pour l’aider à trouver un stage, apprendre à être compétitif sur le marché du travail.

Ainsi, alors même qu’il n’est pas encore diplômé car sa formation dure trois années, Alfred Vital travaille déjà dans son quartier pour effectuer des petites réparations. Pendant les vacances scolaires, il a réussi le test de sélection avec une entreprise coréenne pour travailler sur un navire. Cependant, trois jours avant le début du contrat, Alfred Vital a eu un accident de circulation qui l’a obligé à être hospitalisé trois mois. Cette terrible épreuve a renforcé la détermination d’Alfred Vital pour terminer sa formation, obtenir son diplôme car il a pu constater par lui-même qu’il pouvait prétendre à de nombreuses opportunités d’emploi dans la chaudronnerie.

# DISPOSITIONS DE SUIVI

Un comité régional de pilotage du projet est organisé pour planifier, suivre le projet et rassembler les acteurs (UNICEF, MDE, centres de formation, services déconcentrés de l’état). Les difficultés rencontrées sont partagées et des solutions sont trouvées. Concernant les jeunes en formation, des fiches d’intervention sociales et psychosociales comportant plusieurs paramètres (sensibilisation, gestion de conflits, médiation familiale, activités sportives, culturelles etc.) pour recueillir un maximum d’informations en lien avec les jeunes ont été mises en place par DRC et remplies avec l’aide des travailleurs sociaux.

# REVISIONS PROGRAMMATIQUES (le cas échéant)

Non applicable

# RESSOURCES (facultatif)

* 1. **Ressources humaines:**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Agence d’exécution** | **Programmes**  | **Operations**  | **Programmes**  |
| **Nationaux**  | **Allocation du temps** | **Nationaux**  | **Allocation du temps** | **Internationaux** | **Allocation du temps** |
| **UNICEF** | 4 | 10% | 1 | 10% | 1 | 20% |

**5.2. Ressources Financières**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Fonds du PBF approuvés (par résultat du PP)** | **Fonds du PP alloués pour les activités non inclus overhead (UNICEF)** | **Fonds utilisés** | **Fonds engagés à dépenser (prochaines avances à MDE)** | **Fonds totalement dépensés** | **Balance non-dépensée** |
| **$ 893,562**  | **$ 835,123**  | **$ 736,628**  |  **$ 98,495**  | **$ 736,628**  | **$ 98,495** |

**Trouver ci-après le tableau détaillé sur l’utilisation des fonds non inclus la ligne Overhead de 7% :**

|  |  |
| --- | --- |
|  | **Funds Utilized in 2013** |
| **Cost Category** | **For Reporting Period** | **Total** |
| CONTRACTUAL SERVICES | $31,875 | $31,875 |
| EQUIPMENT, VEHICLES AND FURNITURE | $0 | $0 |
| GENERAL OPERATING + OTHER DIRECT COSTS | $24,785 | $24,785 |
| INCREMENTAL INDIRECT COST | $0 | $0 |
| STAFF AND OTHER PERSONNEL COSTS | $0 | $0 |
| SUPPLIES AND COMMODITIES | $7,403 | $7,403 |
| TRANSFERS AND GRANTS TO COUNTERPARTS | $671,083 | $671,083 |
| TRAVEL | $1,481 | $1,481 |
| **Total**  | **$736,628** | **$736,628** |

1. Le mot « programme » représente globalement l’ensemble des programmes, des programmes conjoints et des projets. [↑](#footnote-ref-1)
2. Les « résultats stratégiques », tels qu’ils sont définis dans le Plan directeur du PBF (PMP), le Plan des priorités ou le Descriptif de projet. [↑](#footnote-ref-2)
3. Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org), l’expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est utilisée. [↑](#footnote-ref-3)
4. La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d’Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](http://mdtf.undp.org/) [↑](#footnote-ref-4)
5. Conformément à l’approbation du Descriptif de projet original par l’instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur. [↑](#footnote-ref-5)
6. S’il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée devrait figurer à cet endroit. À défaut d’approbation d’une quelconque extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l’origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c’est-à-dire la date d’achèvement de l’ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés. Concernant le Mémorandum d’accord, les organisations participantes doivent signaler au Bureau du MPTF que tel ou tel programme arrive au terme de ses activités opérationnelles. [↑](#footnote-ref-6)